



Déclaration du SE-Unsa CSE des 18 et 19 décembre 2018

Deux jours de CSE pour étudier 39 projets de textes correspondant à plus de 70 projets de programmes et plusieurs centaines d'amendements. On oscille entre accablement et frustration en constatant les conditions dans lesquelles nous serons contraints de débattre des contenus de formation du nouveau lycée. D'autant plus que tout au long du processus, nous nous sommes heurtés aux mêmes difficultés...

Nous avons fait part de nos principales critiques dans une déclaration au CSE du 15 novembre. Nous avons jugé que les projets sont très souvent lourds en contenus mais pas forcément ambitieux en compétences à travailler ; qu'ils renvoient beaucoup au travail hors la classe des lycéens, une dimension à la fois fragile et inégalitaire ; et que nombre d'entre eux sont marqués par une vision traditionnelle des savoirs scolaires, comme en Français ou en Histoire-Géographie.

Nous avons critiqué l'hétérogénéité de conception des enseignements de spécialité dans la voie générale. Leurs finalités ne sont pas les mêmes. Mais ce qu'ils partagent tous, c'est qu'ils listent des contenus sans jamais dire ce que les lycéens devront savoir en faire. Alors que les enseignements de spécialité doivent être le support d'un projet présenté à l'oral, les compétences qui y sont liées ne sont même pas évoquées. Quant à la mise en œuvre des enseignements de spécialité pluri-disciplinaires, elle ne donne pas toujours lieu à un cadrage clair.

Au fil des rencontres avec le CSP et des réunions avec la DGESCO, nous avons porté des demandes d'évolutions. Nous constatons ce matin que très peu de modifications ont été apportées aux projets. Aucune de celles qui ont été intégrées ne touchent au fond. Nous proposerons un vœu au CSE de report de l'étude de plusieurs projets qui pour nous (et pour d'autres d'ailleurs) nécessitent particulièrement d'être retravaillés en profondeur. Il s'agit de trois programmes d'enseignements de spécialité :

- « mathématiques », car il n'est pas conçu pour répondre aux besoins de tous les lycéens qui auront besoin de mathématiques, mais dont certains ne souhaitent pas en faire leur spécialité en terminale.
- « humanités, littérature et philosophie » dont les entrées à la fois chronologiques et thématiques ne fonctionnent pas dans un programme de culture générale qui n'identifie pas ce que les lycéens devront savoir faire.
- « Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques », qui sont déséquilibrés et ne présentent que très peu d'entrées « sciences politiques ».

Et de trois enseignements de tronc commun:

- l'« enseignement scientifique » dont nous souhaitons qu'il s'appuie davantage sur des thèmes en lien avec les objectifs du développement durable des Nations Unies.
- l'« EMC », programme irréaliste au vu du volume horaire.
- l'« enseignement de sciences numériques et technologie » de seconde qui devait être un enseignement technologique pour tous s'appuyant sur les spécialités technologiques enseignées dans le lycée, ce qui n'est au final pas le cas.

Par ailleurs, de nombreux amendements déposés par d'autres organisations peuvent améliorer plusieurs projets et nous les soutiendrons.

En conclusion, nous rappelons que nous avons plusieurs fois demandé le desserrement du calendrier, et nous continuons à penser que la précipitation ne peut pas produire une réforme de bonne qualité. Aucun de ces nouveaux programmes n'est accueilli avec enthousiasme ou ne fait vraiment envie. Et les enseignants constatent avec regret qu'ils ne favoriseront pas la démocratisation de l'enseignement secondaire et de l'accès à la poursuite d'études post-bac. Ils se traduiront pour nous plutôt par un pas en arrière au lieu du nécessaire pas en avant que nous attendions de la réforme.